

"Les deux tableaux" dans Le Figaro (15 décembre 1953)

Légende: Le 15 décembre 1953, à l'occasion des débats sur la Communauté européenne de défense (CED), François Mauriac, membre de l'Académie française, publie dans le quotidien français Le Figaro un article dans lequel il insiste sur l'importance du rôle de la France sur la scène internationale.

Source: Le Figaro. dir. de publ. BRISSON, Pierre. 15.12.1953, n° 2 882; 126e année. Paris: Le Figaro. "Les deux tableaux", auteur:Mauriac, François , p. 1.

Copyright: (c) Le Figaro

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"les_deux_tableaux"_dans_le_figaro_15_decembre_1953-fr-58ca1576-28ef-4734-ab90-2be23d3c828c.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Les deux tableaux

par François Mauriac

«Vous abordez à la légère des problèmes que vous connaissez mal.» Ce reproche me vient souvent des mêmes gens qui se scandalisent de ce que je n'entre pas dans certaines disputes. «Pourquoi vous taisez-vous sur la Communauté européenne de défense? Craignez-vous de prendre vos responsabilités?» Mais c'est souvent par scrupule que je me tais et parce que je suis moi-même divisé. J'exposerai aujourd'hui les raisons de mes doutes personnels : c'est un document entre beaucoup d'autres pour aider les étrangers à comprendre les hésitations du peuple français, pris dans un dilemme tragique. Je sens vivement, je l'avoue, la force des objections que se renvoient les deux partis, et s'il m'arrive d'incliner parfois du côté des adversaires de la ratification, je ne suis pas très sûr que la passion ne l'emporte alors sur la raison. Ce que je crois, c'est que nous avons autant de chances de gagner ou de perdre sur l'un ou l'autre tableau, selon que nous redresserons ou non, chez nous, la puissance de l'Etat. Plus j'y songe et plus il m'apparaît que tout est péril pour nous, quelque parti que nous prenions, si nous ne réformons pas l'Etat, mais qu'une France forte resterait maîtresse de son destin, soit qu'elle choisisse de ratifier le traité de Paris, soit qu'elle dise non au plan d'armée européenne.

Une France assez forte pour mener, au sein même de la Communauté de défense européenne, et malgré les entraves apportées à sa souveraineté, une politique personnelle, en particulier à l'égard de la Russie et de la Pologne, et devenue une intermédiaire efficace entre les empires antagonistes, réduirait les risques de conflit qui, en revanche, me paraissent très grands, si l'Allemagne réarmée nous domine à l'Occident de l'Europe. Car devant la nouvelle Reichswehr, fût-elle européenne, la Russie ne saurait que renforcer sa domination sur l'Allemagne orientale, et rendre ainsi plus violent le désir de réunification dont le peuple allemand ne peut pas ne pas être possédé. A vrai dire, comment lui en tiendrions-nous rigueur, nous qui après quarante-quatre années n'étions pas encore résignés à la perte de l'Alsace et de la Lorraine. Sans doute une France puissante, à l'intérieur de la Communauté européenne, écarterait-elle ce péril de guerre : sa volonté de paix contrebalancerait cette passion de l'unité qui mobilisera, nous devons le craindre, dans les années à venir, toutes les funestes vertus de la race allemande. Si nous demeurons ce que nous sommes, faibles et asservis aux grands alliés qui nous font vivre, il serait à craindre que le peuple français ne se trouvât entraîné tôt ou tard dans ce qui apparaît à certains esprits avertis comme une nécessité de l'Histoire, tant que les données du problème européen demeureront inchangées: la guerre de la réunification allemande.

Il reste (et c'est là que j'ai peine à rallier les adversaires de l'armée européenne) qu'une France plus ou moins brouillée avec les Etats-Unis, en dépit du Pacte atlantique, se trouverait rejetée du côté russe, et je vois mal, dans l'état de crise permanente qu'elle subit, comment elle éviterait d'être dominée et manœuvrée dans des conditions infiniment plus graves que lorsqu'elle s u b i s a i t l'emprise anglo-saxonne; sans compter que l'Allemagne n'en réarmerait pas moins. L'argument le plus fort à mon avis, en faveur de la Communauté européenne de défense est celui qu'exposait récemment André François-Poncet: «Un refus de notre part de ratifier l'armée intégrée empêcherait-il le réarmement allemand? Certainement non. Il n'en serait que plus libre et de plus d'envergure. Il s'effectuerait dans le cadre du Pacte de l'Atlantique et si, comme nous en avons le droit, nous opposions notre veto à l'entrée de l'Allemagne dans le Pacte atlantique, il s'effectuerait en dehors de ce pacte. (Ceci répond à la thèse du général Weygand : «Le Pacte atlantique suffit.») Car, ne nous y trompons pas, entre Washington et Bonn l'accord est déjà étroit, l'intimité déjà grande.»

Il ne faut point s'aigrir là-dessus ni céder à l'amertume, mais changer de mœurs politiques. De quelque côté qu'ils penchent, les Français, à la veille de l'élection présidentielle, doivent se rejoindre et s'accorder sur la réforme de l'Etat. C'est le bon côté de cette dispute autour de l'armée européenne : la barrière qui séparait la Droite de la Gauche a été abattue : l'intérêt national seul décide des opinions qui s'affrontent et suscite des regroupements inattendus. Que partisans et adversaires en viennent donc à la même prise de conscience. Jamais la politique étrangère ne fut à ce degré dépendante de notre relèvement intérieur. Restaurons l'Etat au dedans et le choix que nous ferons au dehors, en mettant tout au pire, ne comportera pas de r i s q u e mortel.

François Mauriac,

de l'Académie Française

P.-S. – Alors que cet article était déjà écrit, j'apprends les déclarations de M. Foster Dulles qui modifient gravement les données du problème.